

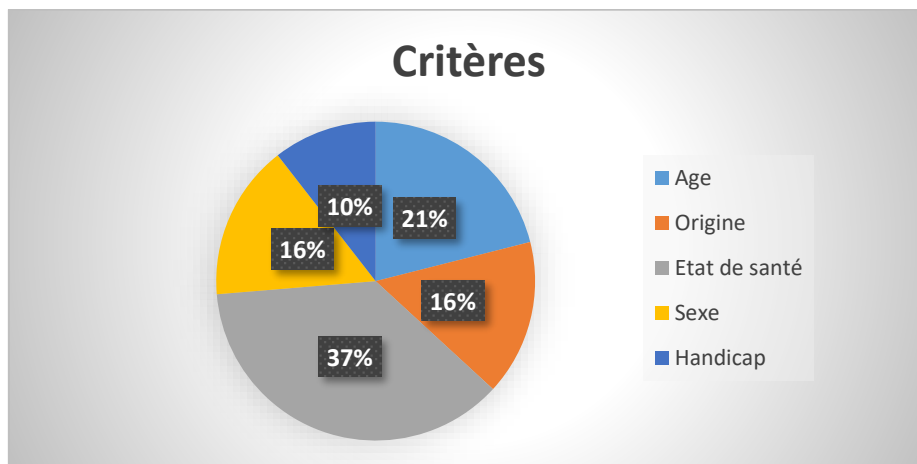
Analyse des signalements de discrimination 2020

Service Diversité

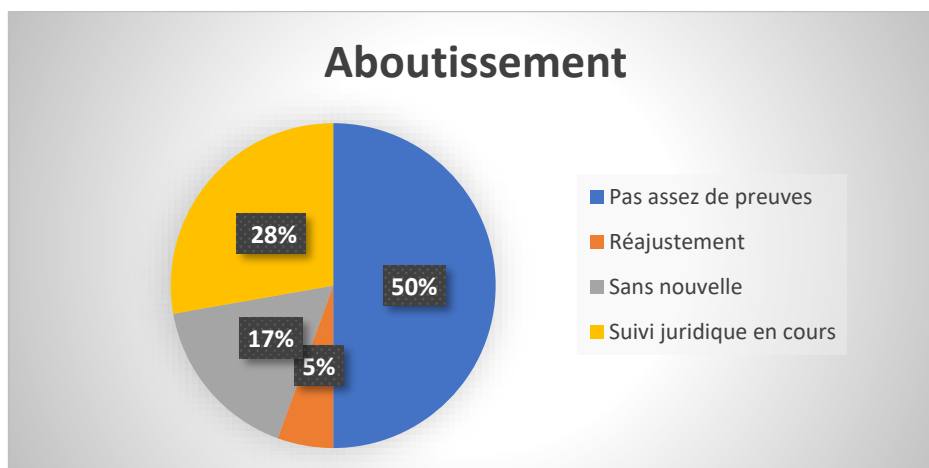
En 2020, en raison du COVID, l'accès aux permanences était inaccessible. Par ailleurs, les priorités de nos affiliés étaient axées sur les conséquences du covid et nous avons donc reçu moins de cas de discriminations. Cependant, l'onglet « discrimination » ajouté dans le programme informatique pour toutes les personnes gérant la première ligne nous a permis d'en recevoir une vingtaine au total. Le service Diversité en a reçu 8 sur les 19.

Voici les signalements de discrimination globaux sur base des critères protégés : état de santé (7), âge (4), origine (3), sexe (3) dont un changement de sexe, handicap (2).

Nous avons récolté les preuves avec les personnes concernées et transmis les dossiers au service juridique lorsqu'il y en avait suffisamment, en collaboration avec les permanents de centrale, pour que la prise en charge soit efficace, tout en suivant le processus par la suite. Au total, sur les 19 cas traités, 5 étaient liés à l'accès à un emploi et 12 se déroulaient sur le lieu de travail.



- Affiliés pour lesquels il n'y avait pas assez de preuves (signalement). (9)
- Courrier envoyé à l'employeur et réajustement de la situation discriminante. (1)
- Certains ont demandé des informations mais n'ont pas souhaité aller plus loin ou nous ont laissés sans nouvelles lorsque nous tentions de les recontacter. (3)
- Des dossiers sont encore en cours de traitement par le service juridique. (5)



Signalements discriminations reçus par le service Diversité

Lieu	Date	Critère concerné Détails sur la prise en charge et les personnes concernées	Centrale CSC
Charleroi	07/05/2020	L'affilié, en maladie, n'était pas apprécié de l'employeur et avait déjà reçu plusieurs courriers d'avertissement auxquels notre affilié n'avait pas réagi. Il était menacé d'être licencié. Nous sommes intervenus et il a finalement gardé son emploi.	Metea
BW	13/07/2020	Une affiliée de couleur dénonce le fait qu'elle n'a pas eu la promotion pour devenir cheffe d'équipe dans une entreprise de nettoyage d'un home, alors qu'elle a les compétences et l'ancienneté. Il s'est avéré que l'entreprise a donné la responsabilité à une cheffe qui travaillait dans un home géré par la même entité.	Alim et services
Arlon	27/07/2020	Discrimination sur base du genre (Transgenre) Elle a subi son opération dans le courant de l'année 2019. Elle a été licenciée le 20 novembre 2019 et conteste son licenciement. Deux chefs de demande dans son dossier : - Un complément d'indemnité de rupture relativement à son statut « ouvrier-employé » - Une demande de dommages et intérêts pour discrimination. L'affiliée a consulté la CNE et UNIA pour contester son licenciement. Notre juriste a pris contact avec le gestionnaire de chez UNIA en juillet 2020 qui n'avait pas encore mis l'employeur en demeure. En cours.	C.N.E.
Namur	11/09/2020	Discrimination embauche critère âge. Courrier envoyé à l'employeur mais pas assez d'éléments de preuves pour poursuivre dans le cadre de la Loi discrimination.	C.N.E.
Liège	16/11/2020	État de santé. Une travailleuse se voit refuser l'accès à une candidature interne car son « taux d'absentéisme » au cours des 6 derniers mois était trop important (deux semaines). Échange avec UNIA et la déléguée pour faire revoir ce taux au sein de l'entreprise.	C.N.E.
Mons	17/11/2020	Accompagnement de négociation d'un préavis pour un employé licencié probablement en raison de son âge . Travail réalisé avec la CNE	C.N.E.
Liège	24/11/2020	Âge et convictions syndicales Un travailleur se voit refuser sa demande de maintien d'activité au-delà de 65 ans et invoque une discrimination à l'âge et à sa conviction syndicale (délégué à la CSC). Avis rendu par le service Diversité.	Services Publics
Mons	16/12/2020	Conseils et accompagnement d'une personne suite à son licenciement en rapport avec l'Etat de santé . Collaboration avec la centrale alimentation & service.	Alim et services